

1987/20. Futures conférences mondiales sur les femmes

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 40/108 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1985, dans laquelle l'Assemblée a fait siennes les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme¹,

Reconnaissant l'importance d'une évaluation périodique, à l'échelle mondiale, des activités entreprises pour l'application des Stratégies prospectives d'action,

1. *Recommande* que la Commission de la condition de la femme tiende en 1990 une session prolongée en vue d'examiner et d'évaluer les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et que les Etats Membres y participent à un niveau élevé;

2. *Demande* la coopération et l'appui des organisations non gouvernementales pour les activités entreprises en vue de l'application des Stratégies prospectives d'action et pour les préparatifs de la session de 1990 de la Commission;

3. *Recommande* que des conférences mondiales chargées d'examiner et d'évaluer les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action aient lieu pendant les années 1990, à une date qui sera fixée par l'Assemblée générale d'ici à 1990, et en l'an 2000;

4. *Décide* que la Commission de la condition de la femme sera l'organe préparatoire de ces conférences mondiales.

14^e séance plénière
26 mai 1987

1987/21. Amélioration de la capacité de la Commission de la condition de la femme à s'acquitter de son mandat

Le Conseil économique et social,

Rappelant le mandat de la Commission de la condition de la femme, qui est de promouvoir, à titre hautement prioritaire pour l'Organisation des Nations Unies, les droits, la condition et le progrès de la femme,

Rappelant également les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, que l'Assemblée générale a faites siennes dans sa résolution 40/108 du 13 décembre 1985 et où il était précisé que l'une des fonctions de la Commission devait être le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action jusqu'à l'an 2000²²,

Rappelant en outre la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986, par laquelle l'Assemblée a approuvé les recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies²³,

²² Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A, par. 319.

²³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément n° 49 (A/41/49).

Réaffirmant qu'il est nécessaire de minimiser les incidences financières et de maximiser les résultats proprement dits et qu'il importe d'accorder un rang de priorité plus élevé aux préoccupations des femmes dans les programmes des Nations Unies,

Considérant qu'il est nécessaire que la Commission suive, examine et évalue les Stratégies prospectives d'action afin de veiller à ce qu'elles soient rapidement appliquées,

Conscient que, selon son calendrier actuel, la Commission ne se réunira que sept fois entre 1988 et l'an 2000,

Convaincu que ce calendrier est insuffisant si l'on veut que la Commission s'acquitte de son mandat et suive, examine et évalue l'application par l'Organisation des Nations Unies des recommandations figurant dans les Stratégies prospectives d'action,

1. *Décide* que, à partir de sa trente-deuxième session, la Commission de la condition de la femme se réunira une fois par an jusqu'à l'an 2000, avec un programme de travail à long terme prévoyant des préparatifs suffisants pour chaque session;

2. *Recommande* que, en vue de renforcer l'efficacité des travaux de la Commission, les membres du Bureau de la Commission soient élus pour un mandat de deux ans.

14^e séance plénière
26 mai 1987

1987/22. Mesures visant à renforcer le rôle et les fonctions de la Commission de la condition de la femme

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa session de 1987²⁴,

Rappelant ses résolutions 11 (II) du 21 juin 1946, 48 (IV) du 29 mars 1947, 76 (V) du 5 août 1947, 304 I (XI) des 14 et 17 juillet 1950 et 1983/27 du 26 mai 1983, relatives au mandat de la Commission de la condition de la femme,

Considérant qu'au fil des années les fonctions de la Commission de la condition de la femme se sont étendues en pratique au suivi de l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme²⁵ et des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme¹, ainsi qu'à l'examen et à l'évaluation des progrès réalisés sur la voie de la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix,

Considérant également la nécessité de renforcer l'aptitude de la Commission de la condition de la femme à s'acquitter des tâches qui découlent des conférences

²⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément n° 2 (E/1987/15).

²⁵ Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico, 19 juin-2 juillet 1975 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap. II, sect. A.